Soutien aux sans-papiers samedi 27 à 14 h place de la République (Paris)

le monde libertaire

Hebdomadaire de la FÉDÉRATION ANARCHISTE
adhérente à l'Internationale des Fédérations anarchistes
25 au 31 janvier 2001

10 FF
1,52 €

Offensive du patronat contre la retraite à 60 ans

Le plan Juppé, suite

BALLADUR AVAIT RÉUSSI EN 1993 à faire porter à 40 ans le nombre d'années de cotisation pour obtenir une retraite à taux plein dans le secteur privé. En 1995, Juppé voulut étendre cette mesure aux agents de la fonction publique droit dans ses bottes, il annonçait, le 15 novembre 1995 à la tribune de l'Assemblée nationale: « il s'agira de préciser les mesures nécessaires a l'équilibre de ces régimes, et notamment les modalités d'allongement de 37,5 ans à 40 ans de la durée de cotisation. »... La suite est connue: des millions de personnes dans les rues et Juppé qui abandonne cette idée après quatre semaines de manifestations et de grèves.

2001, le Medef prend le relais! Mardi 16 janvier 2001, devant les 560 délégués patronaux réunis en assemblée générale, le grand chef de la bande, Ernest-Antoine Seilliere, a confirmé ses intentions: « Si on veut ni augmenter les cotisations, déjà trop lourdes sur les actifs ni baisser le niveau des retraites tout en finançant le régime par répartition, il n'y a qu'une solution, appliquée dans tous les pays européens: prolonger modérément et progressivement la durée de versement des cotisations dans un système de retraite à la carte ». En d'autres termes, l'organisation patronale exige un allongement progressif de la durée de cotisations jusqu'à 45 ans, avec en prime, le calcul des pensions en fonction de l'espérance de vie moyenne... (Les retraités qui vivent longtemps coûtent trop cher au Medef!). Ce diktat concernerait encore les salariés du secteur privé, mais les fonctionnaires ne sont pas oubliés. Dans le programme de maîtrise des dépenses publiques pour 2001-2004 communiqué par la France à Bruxelles, il est écrit: «... afin de garantir la retraite des fonctionnaires, le gouvernement leur a proposé de conclure un pacte sur les retraites, qui comporterait [...] l'alignement progressif de la durée de cotisation sur celle des salariés du secteur privé... » Le Medef, tête de pont du gouvernement? Cela ne serait guère nouveau...

Le Medef veut passer en force

Cette offensive patronale contre la retraite à 60 ans s'est accompagnée de menaces très concrètes. Le 4 février prochain, le Medef ne versera plus les cotisations à l'ASF (Association pour la structure financière, qui finance les retraites complémentaires des salariés du privé). Cela entraînera une diminution de 22 % de la pension d'un salarié partant à la retraite à 60 ans!

Les négociateurs syndicaux n'ont pas été négligés. Denis Kessler, le numéro deux du patronat, a averti les confédérations: « Sans relèvement de l'âge d'activité, c'est inutile de revenir s'asseoir! »

Confiant dans sa méthode, le Medef veut réussir en passant en force. Le feuilleton de l'Unedic lui a donné de nouvelles idées. Tout compte fait, avec le PARE, le plan d'aide au retour à l'emploi, il a obtenu gain de cause. Pourquoi pas avec la retraite à 65 ans? Apparemment en contradiction avec plusieurs branches professionnelles qui font partir leurs salariés avant soixante ans (patrons du secteur automobile, de la Chimie, de la Presse), le Medef poursuit une politique ultra libérale. Fustigeant « une France qui freine », entendez les fonctionnaires et la gauche » celle qui harcèle les entreprises de charges nouvelles » il revendique une « France qui avance », celle des entrepreneurs. Son projet n'est pas économique (Les profits se portent bien...). Le projet du Medef est idéologique. Quel que soit le contexte économique, croissance ou récession, le patronat n'a plus qu'un seul objectif: se construire en force politique autonome. Il ne délègue plus aux partis traditionnels de la droite ou de l'extrême droite le soin de gérer ses intérêts. il le fait lui-même et il en a les moyens. La place est libre. Les syndicats sont empêtrés dans la cogestion et le paritarisme agonisant, la gauche plurielle est préoccupée par son maintien au pouvoir et ses éternelles contradictions à gérer un système capitaliste et la droite se cherche de nouvelles idoles et idées... En attendant, le patronat mène la danse!

Reconstruire l'opposition au Medef

Le seul contre-feu institutionnel opposable au Medef vient d'être énoncé par la CGT. Bien piètre d'ailleurs! Dans un entretien au quotidien *Le Monde* en date du 17 janvier dernier, Bernard Thibault, secrétaire général de cette confédération s'interroge sur la réelle représentativité du Medef: « Pourquoi le Medef prétend-il incarner le patronat dans sa totalité, alors que tout le monde sait bien que ce n'est pas le cas? [...] Le Medef n'est pas représentatif de tout le patronat... » La CGT est tellement impuissante à se faire entendre qu'elle en arrive à se demander si les patrons existent bien? Autrement dit, cette interrogation de la CGT révèle l'impasse où se trouvent actuellement les organisations syndicales réformistes; l'absence affligeante de leur part de pratiques et d'idées en ruptures, en opposition réelle à la logique libérale.

Cette modification sensible du paysage politique ouvre quelques perspectives. Mobilisés par les rituels et enjeux institutionnels avec le patronat et les gouvernements (y compris à l'échelon européen et au-delà), partis et syndicats ne maîtrisent plus la totalité des événements.

Des brèches sont ouvertes. Des actions en ruptures deviennent lisibles (idéologiquement parlantes!). Tous les rendez-vous, de bonnes occasions pour réellement faire entendre un autre discours, présenter d'autres pratiques. Le Medef a raison, inutile de revenir s'asseoir, descendons dans la rue!

Alain Dervin. – groupe de Montreuil

EDITORIAL

La Belgique vient d'annoncer qu'elle dépénalise l'usage du cannabis. La consommation est ainsi dépénalisée mais la vente et l'achat restent interdits et donc punissables par la loi. D'ailleurs, la Belgique s'est empressée de préciser qu'il n'était pas question d'aller vers un modèle du type des Pays-Bas avec vente du cannabis dans des coffee-shop. Que les choses soient claires, il ne s'agit pas de favoriser la consommation de cannabis et celle-ci doit continuer à être perçue comme « pas bien ».

Il faut préciser que des réserves d'importance entourent cette évolution législative. Ainsi des poursuites judiciaires restent possibles en cas de « consommation problématique ». La pirouette est subtile. Avec une notion aussi floue – en effet, où commence et où s'arrête l'aspect problématique de la consommation? – le gouvernement maintient la possibilité de criminaliser certaines formes de consommation, entendez certains types de consommateurs.

Si bon nombre de pays, notamment la France, traînent les pieds pour abandonner cette forme de criminalisation, c'est parce que l'interdiction permet le contrôle, le flicage en particulier de la jeunesse et rend possible la répression. De quoi relativiser donc l'aspect positif de cette dépénalisation puisque la criminalisation des fumeurs de joints reste une possibilité bien réelle pour le gouvernement et la justice belge.

D'autre part, la dépénalisation dans laquelle s'engage la Belgique apparaît sous des modalités quelque peu absurdes. En effet, dire que l'on a le droit de consommer mais non d'acheter est franchement paradoxal: pour consommer un produit, il faut déjà en avoir!

Là encore, le discours officiel tente de restaurer l'apparente cohésion de cette loi. Il serait ainsi « toléré » de faire pousser chez soi un ou deux plants de cannabis. Une fois de plus, la notion de tolérance est complètement floue et nous laisse craindre que la répression soit toujours d'usage pour épingler des individus ou des associations qui seraient un peu trop dérangeants.

Enfin, cette dépénalisation fait l'économie d'un discours global sur la question des drogues: qualité des produits, information large sur les différents types de drogues, modalités économiques de production et de distribution, etc.

ISSN 0026-9433 – **N° 1229**

M 2137 - 1229 - 10,00 F

Les enjeux de l'éducation dans les Suds

QUELS SONT DONC LES ENJEUX dans ces pays que l'on a regroupé sous l'appellation de Suds, pour éviter de parler de tiers monde?
En l'an 2000 devait être réalisé l'objectif majeur de Jomtien (ville thaïlandaise où s'est tenue en 1990 une conférence mondiale, sous l'égide de l'UNESCO), à savoir atteindre en 2000 l'éducation primaire universelle. Et au mois d'avril de l'an 2000 s'est tenu une nouvelle conférence internationale à Dakar pour faire le bilan de Jomtien. Des réunions préparatoires ont eu lieu par zones (Afrique, Amérique, Asie, Europe...) afin de dresser un bilan le plus précis possible sur la situation de l'éducation dans ces différentes régions.
En résumé, ce bilan fait apparaître qu'en Amérique près de 95 % des enfants vont à l'école primaire aux Caraïbes et en Amérique latine, avec deux exceptions notables, Haïti et la Bolivie où 30 % des enfants ne sont pas scolarisés ; dans la zone Asie-Pacifique les statistiques de l'UNESCO montrent que nous avons la région qui s'approche le plus du fameux objectif, avec 97 % d'enfants scolarisés, mais en Asie du sud (Inde, Pakistan, Bengladesh, Indonésie) seuls trois enfants sur quatre sont scolarisés et 56 % des adultes sont analphabètes ; dans les États arabes un enfant sur quatre n'est pas scolarisé (10,3 millions d'enfants), l'écart entre les filles et les garçons s'est réduit avec 65 % de filles scolarisées en 1990 et 71 % en 1998. Mais seulement la moitié des femmes savent lire et écrire alors que le taux d'alphabétisation des hommes dépasse 70 %.

Une scolarisation inégalitaire

En Europe et Amérique du nord, la couverture scolaire est d'environ 100 % en primaire et dans le secondaire, jusqu'à 16 ans. Mais en dépit de cet accès quasi-universel il reste une part non négligeable d'enfants en situation d'échec scolaire (de 15 à 20 %). Mais ce chiffre pourrait largement être réévalué avec des critères plus réalistes (autonomie, esprit critique...) ; sans parler des inégalités sociales qui font qu'à la fin du collège les deux tiers des enfants issus de familles pauvres sont en retard contre 17 % des enfants issus des familles les plus aisées. Selon le rapport de l'UNESCO, 10 à 30 % des adultes de cette région rencontrent des difficultés de lecture, d'écriture et de calcul. Et la violence scolaire a globalement tendance a augmenter. De plus le taux de chômage des moins de 25 ans est à peu près de 21 % dans cette zone.
Enfin pour l'Afrique, même si par rapport à l'année 1990 on compte 17 millions d'Africains et d'Africaines scolarisés de plus dans le primaire, environ 42 millions d'enfants ne vont pas à l'école en Afrique subsaharienne (région dont les pays se trouvent au sud du Sahara).
Dix pays seulement sont près de réaliser l'objectif de Jomtien pour l'an 2000. 60 % des enfants non scolarisés sont des filles, la discrimination sexuelle n'a quasiment pas reculée dans cette région du monde. De plus, du fait des guerres civiles (Sierra Léone, Zaïre...), les deux tiers des enfants de ces pays n'ont aucune éducation scolaire. Le nombre moyen d'enfants par classe est de 37, et il peut atteindre 70 dans des pays comme le Mali ou le Tchad. Le ratio, enfants/enseignant a sensiblement augmenté depuis dix ans.
Sans parler des conditions d'enseignement: le manque de matériel, de manuels, de formation des enseignants, la précarité des locaux (absence d'électricité, d'eau courante, manque de tables...).
Même si le matériel n'est pas le seul critère pour obtenir une éducation de la meilleure qualité possible, pour preuve le travail des enseignants Freinet de Diawar et du Togo (*Monde diplomatique*, décembre 2000).
Au total près de 40 % des adultes africains ne savent ni lire ni écrire, et les femmes sont évidemment les plus touchées: leur taux d'analphabétisme peut atteindre les 80 % dans plusieurs pays d'Afrique occidentale.
Sans parler du nombre des étudiantes de l'enseignement supérieur, plus élevé à l'université de La Rochelle, environ 3000, que dans toute l'Afrique de l'Ouest (Sénégal, Mali, Tchad, Niger, Burkina Faso et Mauritanie). Ce préambule permet déjà de percevoir les enjeux liés à l'éducation dans le Sud et notamment en Afrique subsaharienne.
Certes il y a eu des progrès, le nombre d'enfants non scolarisés a baissé, de 127 millions en 1990 il est passé à 113 millions en 1998. Mais le qualitatif a largement été oublié aux dépens du quantitatif, alors qu'il faisait bien partie des objectifs de Jomtien.

Les objectifs de la scolarisation

Bien sûr la dette est un obstacle majeur : si quelques pays africains réussissent à consacrer un tiers de leur budget à l'éducation, d'autres doivent débourser autant pour la dette. Le nouveau président du Sénégal a ainsi à nouveau réclamé l'annulation de la dette afin de pouvoir réaliser l'objectif de la scolarisation primaire universelle.
Les États privilégient donc le plus souvent le quantitatif (n'est-ce pas le cas en France, quand on voit le fameux objectif des 80 % de jeunes ayant le baccalauréat et toutes les difficultés à faire aboutir les projets de collèges innovants, même si l'État français n'est pas le seul en cause dans cette situation, voir l'attitude des syndicats et des enseignants ?) ; la discrimination sexuelle persiste, 60 % des enfants non scolarisés dans le monde sont des filles et les deux tiers des adultes analphabètes sont des femmes, sans parler des membres des communautés défavorisées, rurales ou isolées, des minorités ethniques dont les progrès sont nuls ou insignifiants (dixit le rapport de l'UNESCO sur l'éducation pour tous).
Le Forum, organisé par l'UNESCO, en collaboration avec la Banque mondiale, a donc réuni à Dakar du 26 au 28 avril 2000 180 États, des ONG et a reporté la réalisation des objectifs de Jomtien à 2015. Mais au fait, qu'entendent ces nobles organisations et États en parlant de qualitatif?
Vu l'État des lieux, pas très brillant, ils s'engagent donc à porter les efforts sur la scolarisation des filles, d'atteindre les enfants travailleurs, ceux des minorités ethniques ou meurtris par les conflits, la violence, les handicaps et le VIH/sida, et qui s'accompagne de la promesse solennelle (!), de la part des pays et organismes bailleurs de fonds (soit la Banque mondiale), qu'« aucun pays qui a pris un engagement sérieux en faveur de l'éducation pour tous ne verra ses efforts contrariés par le manque de ressources ».
Sont clairement visés les exclus de l'éducation, mais il n'est toujours pas vraiment question de qualité. Est-ce que l'alphabétisation doit être le seul objectif? Pour quoi faire? Pour mieux s'intégrer au système capitaliste et reproduire notre superbe modèle de développement? Pour fournir aux pays dits industriels et développés les informaticiens, les maçons et autres professions dont notre économie commence à manquer, vu que les jeunes ici sont de moins en moins nombreux et se dirigent vers d'autres métiers. Est-ce que les jeunes filles cesseront de garder les plus jeunes et de s'occuper des tâches ménagères si elles vont à l'école?

Promouvoir l'autonomie et l'émancipation?

Par ailleurs, chez les enfants et leurs parents la demande éducative est forte, car ils ont bien conscience d'être dans un monde qui la rend de plus en plus indispensable.
Pourtant une éducation, qui sans oublier ces exclus s'attacherait dans le même temps à promouvoir l'autonomie des enfants et leur émancipation, la vie coopérative et la mutualisation des savoirs est possible en Afrique subsaharienne.
Évidemment, il faut le vouloir. Mais c'est ce que démontre les enfants et les instituteurs de Diawar, qui outre leurs bons résultats à l 'entrée en sixième (il existe un examen auquel les trois-quarts des enfants échouent), réussissent à scolariser une majorité d'enfants du village, à faire baisser le taux de mortalité infantile en impliquant l'infirmier et les enfants, à replanter dans un village où tous les arbres avaient disparu, à réintroduire le maraîchage quand il n'était plus pratiqué dans une région vouée à la monoculture du riz
Malgré tout, l'école de Diawar a réussi à être à la pointe de l'innovation scolaire en ayant accueilli un stage de formation des instituteurs du mouvement Freinet sénégalais à la technique des arbres de connaissances (pédagogie basée sur la visualisation des connaissances, des compétences et des savoir-faire, et qui permet leur mise en commun).
Mais au Sénégal comme en France, il n'est pas du tout sûr que les États aient l'intention d'aider de telles pratiques à se développer.
À nous de faire en sorte que ce ne soit pas le cas, car les enjeux humains sont énormes ainsi que l'avait compris les révolutionnaires espagnols dans les années trente du vingtième siècle.

Olivier Clairat. – groupe Bakounine

Autorisation de prélèvements

❑ 80 F par trimestre abonnement normal
❑ 100 F par trimestre abonnement de soutien

N° NATIONAL D'EMETTEUR
N° 42 25 73

ORGANISME CREANCIER
PUBLICO - LE MONDE LIBERTAIRE
145, rue Amelot 75011 Paris

J'autorise l'établissement tireur de mon compte à effectuer sur ce dernier les prélèvements pour mon abonnement au journal Le Monde libertaire. Je pourrai suspendre à tout moment mon service au journal Le Monde libertaire.

Date

Signature obligatoire

IMPORTANT : merci de jondre un relevé d'identité bancaire ou postal à votre autorisation. Il y en a un dans votre chéquier.

TITULAIRE DU COMPTE A DEBITER (*lettres capitales*)
NOM _____ Prénom _____
N° _____ Rue _____
Code postal _____ Localité _____

NOM ET ADRESSE DE L'ETABLISSEMENT DU COMPTE A DEBITER
(*votre banque, ccp ou Caisse d'épargne*)
_____
_____
NOM _____ Prénom _____
N° _____ Rue _____
Code postal _____ Localité _____

DESIGNATION DU COMPTE A DEBITER
Etablis. Codes Guichet N° de compte Clé RIB

le monde libertaire
Rédaction-Administration : 145, rue Amelot 75011 Paris. Tél. : 01 48 05 34 08
Fax : 01 49 29 98 59

Bulletin d'abonnement

Tarif (hors série inclus)		France (+ DOM-TOM)	Sous pli fermé (France)	Etranger
1 mois	5 n°	❑ 45 F	❑ 70 F	❑ 60 F
3 mois	13 n°	❑ 105 F	❑ 170 F	❑ 140 F
6 mois	25 n°	❑ 195 F	❑ 310 F	❑ 250 F
1 an	45 n°	❑ 350 F	❑ 530 F	❑ 400 F

Abonnement de soutien : 400 F. Abonnement étranger sous pli fermé : tarif sur demande. Pour les détenus et les chômeurs, 50 % de réduction sur les abonnements de 3 mois et plus en France métropolitaine (sous bande uniquement).

(*lettres capitales*)
Nom ..... Prénom .....
Adresse .....
.....
Code postal ..... Ville .....
Pays ..... A partir du n° .....(inclus).
Chèque postal ❑ Chèque bancaire ❑
Virement postal (compte : CCP Paris 1128915 M) ❑

Règlement à l'ordre de Publico à joindre au bulletin.
Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande de routage.

Rédaction-Administration :
145, rue Amelot, 75011 Paris
Directeur de publication : J. Toublet
Service abonnement : 02 35 84 27 17
Commission paritaire n°55 635
Imprimerie : Hebdo 1 (Bernay).
Dépôt légal 44145 – 1er trimestre 1977
Routage 205 – Hebdo 1
Diffusion N.M.P.P.

La parenté est un manteau d'épines (proverbe haoussa)

En décembre dernier, la cour administrative de Nancy a cassé une décision du Tribunal administratif de Besançon qui accordait à une institutrice célibataire la possibilité d'adopter un enfant en raison d'un mode de vie jugé atypique: elle vit avec une femme et l'enfant « risquerait de souffrir d'une absence d'image ou de référent paternel ». Cette institutrice n'avait rien caché de sa vie privée et répondait en tout point à l'agrément, contrôle préalable portant essentiellement sur l'existence matérielle des garanties d'accueil d'un enfant. Les enquêteurs en dressaient même un portrait élogieux: « candidate dotée d'incontestables qualités humaines et éducatives présentant les garanties suffisantes sur le plan familial, éducatif et psychologique pour accueillir un enfant adopté ». Oui, mais voilà, elle ne copule pas comme tout le monde ! Et elle le dit, elle n'en a pas honte. Elle pensait tout simplement à donner beaucoup d'elle-même à un individu en devenir. C'était oublier que le fléau de la Justice a deux poids et deux mesures. Dans un article paru dans *Le Monde* du 12 janvier 2001, le président de l'Association des parents et futurs parents gays et lesbiens a déclaré, non sans raison, que le jugement de la Cour de Nancy reflète l'ignorance et la peur, qu'il est dangereux et homophobe. Dangereux parce qu'il est contraire à la loi qui n'établit pas une interdiction à l'adoption en raison de l'orientation sexuelle de l'adoptant et qu'il stigmatise a priori les enfants qui ne disposent pas dans leur environnement le plus proche de « référents » masculin et féminin. Homophobe parce qu'il privilégie une conception nostalgique de la famille fondée sur le couple hétérosexuel excluant l'existence des couples homosexuels du droit commun.

Le colloque « Parentés et différences de sexes » a réuni plus de cinq cents personnes les 1er et 2 octobre 1999. Cet événement a été l'occasion de lever le rideau sur des réalités multiples de l'homoparentalité. L'homoparentalité soigneusement écartée du texte de loi sur le PACS à la grande joie du député Renaud Muselier qui a lancé une pétition contre l'adoption par des couples homosexuels pacsés. Mais les familles homoparentales existent, des enfants y naissent, y grandissent. Elles interrogent la notion même de famille, elles interpellent les ethnologues, les anthropologues, les sociologues sur les structures de la parenté, les juristes sur la filiation, les psychologues et les psychanalystes sur la définition de la parentalité et le développement des enfants dans ces familles différentes.

Les discussions menées au cours de ce colloque ont débouché sur un livre: « Homoparentalités, état des lieux » (1): qui sont les parents? ceux des origines, ceux qui élèvent, les deux? La filiation s'enracine-t-elle dans les liens du sang ou dans les liens sociaux et l'engagement parental? Peut-on penser la multiparentalité? Faut-il nécessairement un père et une mère, pas un de moins, pas un de plus? Quels sont les ingrédients pour réussir un bon parent? Autant de questions qui nous interpellent, développées en trois grands mouvements dans ce livre: parentés, différences de sexes, homoparentalités.

Un proverbe japonais dit que « les enfants grandissent, même sans parents », un proverbe magyar répète que « l'enfant qui est aimé à plusieurs noms » et ce proverbe indien du dialecte de Chittagong amène à ma conclusion: « le monde est sombre quand on a les yeux fermés ».

Martine. – Liaison Bas-Rhin

(1) collection « La Vie de l'Enfant », ESF éditeur, 179 F.

LILLE

Sans-papiers : seule la lutte paye !

Avant les dernières élections législatives, la question des sans-papiers représentait un enjeu électoral important. Des politicien-ne-s du PC, du PS et des Verts participaient aux manifestations de soutien, par exemple contre la loi Debré. À Lille, le maire Pierre Mauroy déclarait même aux sans-papiers: « Vous êtes ici chez vous! »

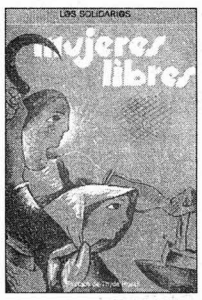
Le nouveau gouvernement Jospin a régularisé une bonne partie des sans-papiers (environ 55 %) dans une opération qui a aussi permis un fichage massif des sans-papiers « non régularisables ». Depuis, la gauche a fait comprendre aux sans-papiers qu'elle était tout à fait capable de rivaliser avec la droite en matière de répression.

À Lille, ce fut l'expulsion du Comité des sans-papiers (CSP-59) de son local du C.H.R. ainsi que les expulsions de l'I.E.P. puis de la Bourse du Travail pendant la 10e grève de la faim qui faillit coûter des vies humaines.

Les expulsions de la Bourse du Travail (par arrêté municipal) et du CHR se sont faites sous la responsabilité directe de Mauroy.

Le consensus entre la gauche et la droite sur les grandes lignes de la « politique de l'immigration » prouve qu'il est absurde de compter sur les élections et les promesses des politicien-ne-s pour parvenir à une solution politique, solution qui ne peut être que la régularisation de tous les sans-papiers. Les avancées s'obtiennent autrement: si le taux de régularisation a été particulièrement élevé dans le département du Nord, c'est parce que la CSP-59 a toujours réussi à maintenir un rapport de force avec la préfecture et la mairie.

Groupe Métropole lilloise de la F.A.



Lors de la révolution espagnole de 1936-39, plusieurs dizaines de milliers de femmes, ouvrières pour la plupart, prirent leur destin en main et « s'ouvrirent comme des roses » dans le tourbillon de la plus grande révolution sociale de tous les temps.

Leur mouvement, les « Mujeres Libres », est tout simplement unique dans l'histoire de l'humanité. Unique, parce que populaire, profondément enraciné dans la lutte des classes et la quotidienneté de l'émancipation des femmes. Unique parce que révolutionnaire. Unique parce que libertaire, non reconnu par un mouvement libertaire en cours de « libération » de ses hardes patriarcales.

Mujeres Libres. Des femmes libertaires, des femmes en lutte… des femmes libres. 320 pages, incluant des photos en noir et en couleur. 80 F.

Punir les chômeurs, une idée moderne ?

L'obsession des patrons a toujours été d'augmenter la part qu'ils prélèvent de la richesse produite par les travailleurs. Dès l'aube du capitalisme au XIXe siècle, ils ont argué de la concurrence pour réduire les salaires des ouvriers au minimum vital et parfois en dessous. On peut lire dans Zola comment ils s'entendaient à mettre en concurrence les travailleurs immigrés de Belgique, de Pologne ou d'Italie.

Pendant longtemps, l'inflation a permis de faire monter les prix plus vite que les salaires, ce qui équivaut à une baisse de salaire. Depuis les années 70, le chômage massif fut utilisé comme moyen de chantage pour contenir les exigences des salariés. Maintenant que le chômage commence à décroître un peu (il y a encore 2 millions de chômeurs), le patronat cherche un moyen d'assouplir l'échine des travailleurs en obligeant les chômeurs à accepter n'importe quel travail sous peine de sanctions et de suppression des allocations de chômage.

Le Medef tente un hold-up sur l'Unedic. Il ment quand il prétend que c'est lui qui paye. Issue des caisses de secours ouvrières, l'assurance chômage est financée par les travailleurs. Il s'agit d'un salaire différé. Une partie des rémunérations est versée sous forme de cotisations à une caisse de solidarité, comme pour la Sécurité Sociale. Le chômage étant considéré comme une maladie sociale, les luttes syndicales du siècle passé ont permis d'instituer une solidarité entre les travailleurs pourvus d'un emploi et ceux que les patrons licencient.

C'est cette solidarité que le Medef veut remettre en cause. Par une campagne de presse odieuse, il veut faire croire qu'il y a des chômeurs de complaisance, fainéants qu'il conviendrait de sanctionner, comme il tente de stigmatiser les gens qui seraient malades trop souvent. Alors que le chômage est le produit du capitalisme et de la productivité, c'est-à-dire la recherche du profit maximum, comme la maladie est souvent la conséquence du stress lié aux conditions de travail.

Par un chantage sur les directions des grandes centrales syndicales « représentatives » et le financement de leurs permanents, le Medef tente de confisquer nos cotisations et de les utiliser pour réduire les charges salariales, c'est à dire augmenter le profit et les dividendes des actionnaires.

L'Unedic est à nous, il est financé par une partie de nos salaires. Et accessoirement par l'État, c'est-à-dire nos impôts. Il nous appartient de le gérer nous-mêmes. Et de refuser les magouilles et les compromis des stars et starlette médiatiques qui se pavanent à la tête des centrales syndicales, malgré parfois l'opposition de leur base. Nous ne sommes pas de la chair à patrons.

Daniel T. – groupe Déjacques (Lyon)

Faits d'hiver

Mourir de froid, en France, en 2001

Ces derniers jours, deux S.D.F., précaires, chômdu, fins d'droits, rémistes et autres loosers de ce début de millénaire capitaliste sont morts de froid. Dans la rue. Sous une porte cochère. Dans des locaux à poubelles. Dans des niches en cartons. En pleine lumière ou dans un petit coin de pénombre. Discrètement. Ordinairement.

Ils sont morts de froid parce qu'ils n'avaient plus rien. Ni boulot. Ni argent. Ni domicile. Ni famille. Ni amis. Ni relations. Ni espoir.

Ils sont morts de froid parce qu'ils avaient tout perdu. Ou parce que depuis toujours ils erraient dans les corridors glacés des galères en tous genres. Sans rien.

Ils sont morts de froid sans révolte. Résignés. Tétanisés par un système social, le regard des braves gens qui leur filent quelques francs et les p'tites sœurs des pauvres du caritatisme qui, explicitement ou implicitement, les condamnent à la seule survie.

Ils sont morts de froid, de misère, de solitude et de désespérance alors que ce pays, qui est la quatrième puissance économique de la planète, n'a jamais autant regorgé de richesses et de surplus de toutes sortes. Alors que le luxe et l'opulence de certains ne se sont jamais affichés avec autant d'insolence. Alors que les bourses, les boursicoteurs, les multinationales, les grandes entreprises, les petits et les grands malins du capitalisme n'ont jamais gagné autant de pognon. Alors que le centième des montagnes de fric que s'accaparent tous ces enfoirés suffirait à nourrir, loger, habiller, éduquer...tous les malheureux de cette planète.

Ils se sont laissés mourir alors que l'opulence est à portée de main et que la vie, le bonheur, la liberté, l'égalité, l'entraide... sont à portée de toutes les révoltes et, surtout, de toutes les révolutions. De toutes les expropriations. De toutes les socialisations. De tous les partages.

Oh hé, les socialos, les cocos, les écolos ramollos et toutes les grandes gueules de la gestion « de gauche» du capitalisme et de la réforme à petites doses pour cause de soi disant réalisme, vous dormez bien la nuit ?

Jean-Marc Raynaud

Transports en commun de Rouen

Témoignage d'un gréviste

Au lendemain de la manifestation de soutien qui a rassemblé un millier de personnes, nous sommes allés questionner un des grévistes, à l'issue de ce trentième jour de grève.

M.L. : Depuis 2 semaines, 5 grévistes sont entrés en grève de la faim par solidarité avec leurs camarades menacés de licenciement. Qu'en est-il de leur état physique ?

Guy, gréviste : Cela devient difficile. La fatigue commence réellement à se faire sentir. Physiquement et moralement, on essaie de tenir le coup : moralement, toujours déterminés à défendre nos copains licenciés. On prend toutes les précautions nécessaires en évitant d'user toutes nos forces. Nous sommes suivis médicalement et on applique à la lettre ce que le médecin nous demande de faire.

M.L. : Nous avons appris, lors des discussions échangées sur ce piquet de grève (à la mairie de Rouen depuis le début du mouvement) qu'un gréviste de la faim avait des problèmes coronariens...

Guy : Oui, c'est exact, c'est moi-même qui ai des problèmes coronariens. J'ai un suivi médical permanent avec mon médecin personnel et mon cardiologue. Par précaution, nous avons eu droit à un électrocardiogramme qui s'est avéré positif. Il ne faut pas oublier que nous ne sommes plus que cinq ; un copain nous a quitté lundi suite à des malaises. Il ne pouvait pas boire la quantité d'eau demandée (4 litres d'eau sucrée par jour).

M.L. : Peux-tu nous dire où en est la situation à ce moment du conflit ?

Guy : Aujourd'hui, nous avons l'espoir d'un aboutissement par l'acceptation d'un compromis. Nous avons fait les démarches nécessaires en commençant par la mairie de Rouen et la C.A.R. (Communauté d'agglomération de Rouen). Avant-hier, nous sommes allés à Paris, plus précisément les collègues, où nous avons été reçus au ministère des Transports. Ensuite, au siège de Vivendi nous avons été également reçus (avec un peu de mal) avec des promesses de faire aboutir le conflit et bien sûr la levée des sanctions pour nos copains.

M.L. : Le maire de Rouen est président de la C.A.R. qui a concédé l'exploitation du transport urbain à la T.C.A.R. On peu résumer sa position ainsi : « Je n'ai pas l'autorité sur l'entreprise pour faire déboucher ce conflit par le haut (réintégration des licenciés). » Que penses-tu de cette position ?

Guy : Le maire de Rouen, président de la C.A.R., n'a pas d'autorité sur nos directions mais peut peser lourd dans une décision inhumaine et son rôle est d'intervenir. D'ailleurs, il doit faire rapidement une conférence de presse. Nous avons déjà eu un premier contact, avant le déclenchement de la grève de la faim, avec son chef de cabinet : M. Chastres, qui nous a promis que M. Robert (maire de Rouen) insisterait auprès de la direction pour que les sanctions soient levées mais cela n'a rien donné. Donc, il a fallu aller plus haut ; notre soutien à nos copains licenciés, nous avons tenu à le manifester ici, dans la maison du Peuple ou siège le maire. A mon avis, cela a pesé parce que les médias se sont soulevés.

M.L. : Penses-tu qu'au travers des contacts pris avec d'autres syndicats de transports urbains, il y a possibilité d'élargir le conflit sur d'autres agglomérations ?

Guy : Oui, bien sûr, tous les réseaux urbains sont avertis et tous ceux qui appartiennent à Vivendi, notamment, sont prêts à réagir. Mais c'est très complexe et ce n'est pas évident de faire bouger l'ensemble du groupe. Cependant, nous recevons énormément de soutiens de solidarité de la part de nos usagers qui comprennent un peu mieux la situation. Il y a des élans de toutes les régions, des entreprises de notre région : salariés S.N.C.F., des hôpitaux, PTT, CRAM... Toute cette solidarité nous donne chaud au cœur car ce combat est très dur pour les copains, les familles des licenciés et les grévistes.

M.L. : Quelles sont les réactions des usagers vis-à-vis des grévistes. Avez-vous reçu des messages de sympathie ?

Guy : Les réactions sont mitigées : certaines sont positives, d'autres négatives comme dans tout conflit. Les usagers veulent utiliser leur transport et nous en sommes conscients. Nous sommes des professionnels et nous aimons notre métier. On n'est pas ici pour rigoler. Nous sommes à un mois de grève sans rémunération, bien que certains pensent le contraire.

Les usagers qui sont en colère contre nous doivent avoir conscience que notre combat a deux raisons : la réinsertion de nos copains et la sauvegarde du droit de grève. Les usagers ayant un enfant doivent mesurer toute la gravité de l'avenir avec toutes ces multinationales qui crèvent tout et veulent crever les syndicats.

Propos recueillis par Guy (groupe de Rouen)

L'Ecureuil en grève !

Début janvier, les caisses d'épargne ont connu un important mouvement de grève. Une journée nationale d'action a été lancée le mardi 9 janvier autour de la question des salaires. En effet, depuis deux ans les salariés des caisses d'épargne sont confrontés à une situation de gel des salaires, ce qui provoque, en raison de l'inflation, une baisse de leur pouvoir d'achat et donc une dégradation de leur niveau de vie. Parallèlement, les membres des directoires (les caisses d'épargnes sont régionalisées avec un directoire de deux à cinq personnes à la tête de chaque caisse régionale) se sont accordés de fortes augmentations, allant de 17 à 50 %. De quoi provoquer la grogne des salariés qui ont vite compris que les sacrifices étaient toujours demandés aux mêmes.

Au lendemain de cette journée d'action très fortement suivie, un certain nombre de caisses ont décidé de poursuivre le mouvement jusqu'à satisfaction des revendications en y ajoutant aussi des exigences locales. Les caisses d'Ile-de-France, de Bretagne et de Loire-Drôme-Ardèche (LDA) furent ainsi les plus déterminées et les plus radicales dans la poursuite de la grève.

La détermination paye

En LDA, la reprise du travail est seulement intervenue le 17 janvier, suite à une nouvelle journée nationale d'action qui a notamment rassemblé entre 1 500 et 2 000 manifestants à Paris le mardi 16. Entre les deux journées d'actions, environ 80 % des 1 300 salariés de LDA sont restés en grève. Au siège administratif de La Voulte (Ardèche), les salariés ont même occupé les locaux du centre des crédits 24 heures sur 24 durant toute la durée du mouvement.

À Saint-Etienne, au siège des caisses LDA, devant la colère des salariés, les membres du directoire se sont échappés, ont pris la fuite, par les toits dans la soirée du vendredi 12 janvier après que les négociations aient échoué et que les grévistes les aient enfermés dans une salle après avoir coupé l'électricité. Finalement un accord a été trouvé dans la nuit du mardi 16 au mercredi 17 janvier donnant satisfaction aux salariés de LDA sur leurs revendications salariales (rattrapage et augmentation des salaires), leur refus de l'introduction d'un management avec individualisation des objectifs à atteindre dans les agences et l'obtention de 50 embauches en CDI sur 80 réclamées pour la région. Une grève dure et déterminée mais qui a fini par payer ! Au niveau national, le mouvement a été organisé par une intersyndicale réunissant les deux syndicats majoritaires dans les caisses d'épargne, le SU (Syndicat Unifié) et la CFDT mais aussi la CGT, FO, la CFTC et la CGC. Néanmoins dans les régions les plus déterminées les syndicats ont très largement été dépassés par la base des grévistes qu'ils n'ont pu qu'accompagner dans leurs actions et revendications.

En LDA, par exemple, des assemblées générales réunissant syndiqués et non syndiqués se tenaient tous les jours afin de déterminer les revendications, les actions à mener et d'élaborer et contrôler les mandats des délégués. Une véritable démocratie directe au sein de l'entreprise ! Signalons enfin, que suite à ce mouvement, un syndicat SUD est en création dans tout le réseau des caisses d'épargnes.

Félix Bula

crises de foi

Les femmes victimes de toujours des religions

Le rapporteur spécial sur l'intolérance religieuse de la Commission des droits de l'homme de l'ONU, Abdelfattah Amor, s'inquiète de la montée de l'extrémisme religieux dans le monde. Dans son rapport, il affirme que cet extrémisme « n'est pas l'apanage d'une seule religion ». Il conclut que les victimes de ces extrémismes sont partout les mêmes : les femmes, ramenées à une position de paria. En Afghanistan, les talibans interdisent les rencontrent de foot l'après-midi. Certains joueurs ont transgressé cette règle, aussi il y a eu des émeutes entre les barbus mandatés par le « ministère de la Vertu et de la prévention du Vice » et les supporters. C'est que les talibans ont besoin des stades l'après-midi pour exécuter et lapider les condamnés à mort, dont la plupart sont des femmes.

En Iran, les petites écolières de moins de onze ans peuvent désormais porter des manteaux de couleurs « claires mais non choquantes » (le rouge par exemple est banni), mais en plus, elles peuvent enlever le voile qui recouvre la tête et les épaules, à l'intérieur de l'enceinte de l'école uniquement. Pour cela, les établissement scolaires doivent être ceints de hautes murailles, empêchant tout regard extérieur de s'y faufiler. Encore trente siècles d'effort et les femmes pourront peut-être sortir seules, vivre comme elles veulent, on peut rêver. Mais que nos chrétiens se gardent bien de critiquer ces pratiques d'une autre religion, qu'ils jugent bien souvent comme rétrograde, comme si la leur était progressiste et antisexiste. Certes, l'Église anglicane a autorisé il y a peu la prêtrise au femmes (1993) ; cela est dû au manque de prêtres plus qu'à autre chose. Ce que nous ne dit pas l'Église anglicane, c'est que 390 prêtres mâles ont quitté ses rangs afin de protester contre l'introduction du sacerdoce féminin. Pis : l'Église va verser des compensations financières à ces réfractaires jusqu'en 2003.

Aux Philippines, pays à 80 % catholique où l'avortement et les moyens artificiels de contraception sont interdits, le gouvernement pourrait bientôt autoriser la pilule du lendemain. Dès la pilule avalée, « l'excommunication sera automatique » à déclaré Mgr Quitorio. Or dans une société profondément catholique, l'excommunication d'une femme signifie sont rejet par sa famille et par la société toute entière. Il n'y a pas que la lapidation qui assassine, il y a aussi des moyens plus sournois mais tout aussi efficaces.

Régis Boussières. – groupe Kronstadt (Lyon)

Vite fait...

■ Décalage: à Quillan dans l'Aude, le **curé militant** (il soutenait toutes les grèves du coin depuis 28 ans et hébergeait les galériens) vient d'être mis en examen pour viols sur mineurs.

■ Homophobie: quatre hommes ont été interpellés, dont un gardé à vue, suite à leur descente violente dans un **bar gay** de Lille.

■ Parution du décret obligeant, sur demande à la Banque de France et après désignation par celle-ci d'une banque, l'ouverture d'un compte bancaire aux **précaires et exclus**. Service minimum, on s'en doute: tenue du compte, relevé mensuel et RIB, une carte de retrait, virements, titres interbancaires de paiement, et... 2 chèques par mois (et émis par un employé de la banque!). Cerise sur le gâteau: les banques qui acceptent d'ouvrir un compte sans y être obligées par la Banque de France peuvent restreindre en toute légalité les dispositions de ce « droit au service bancaire ».

■ C'est la lutte finale: le plan social prévoyant **34 licenciements** à l'hebdo de la CGT a été validé par la direction départementale du travail, contredisant l'inspection du travail.

■ Malgré le relief donné dans les médias à l'augmentation des **dépenses de santé**, la logique libérale à l'hôpital conduit à la saturation de certains services, comme les urgences. Cela oblige à de longs transferts de malades, avec toutes les conséquences que cela peut produire. Selon un important syndicat de médecins, il y a 2400 postes de médecins des hôpitaux vacants ou occupés par des non-titulaires. L'adaptation à l'Europe et les 35 heures vont nécessiter la création de 5300 postes. Et si on parle des autres catégories de personnel...

■ Chaque année, ils sont entre 20 000 et 30 000 précaires à travailler dans le **nucléaire**, sans les protections que le statut d'EDF confère à ses titulaires, récoltant au passage 80% de la dose collective annuelle d'irradiation reçue dans le parc nucléaire français.

■ Le secrétaire de la Fédération CGT du textile a mis en garde le patronat contre une mise à l'index des **153 de Cellatex**: seulement 15 d'entre eux ont pu retrouver du boulot alors qu'au moins 70 avaient les qualifications requises pour occuper des emplois qui se sont présentés dans la région.

■ Ainsi en a décidé le tribunal administratif de Paris: l'Office des Migrations Internationales devra **rembourser les étrangers** (qui en feront la demande) des 1050 F qu'il a perçu au titre de la visite médicale obligatoire pour obtenir un titre de séjour.

... bien fait

Envoyez vos brèves à monsieur.pol@wanadoo.fr

Le ridicule ne tue pas, l'armée si

Les diverses aventures du porte-avions Charles-de-Gaulle devraient faire se tordre de rire tout ce que la planète compte d'antimilitaristes. Depuis deux ans, ce « fleuron » de la marine française a multiplié les opérations de... maintenance. Sachant que ce navire marche à l'énergie nucléaire, il y a de quoi effrayer: en janvier 1999, une avarie était apparue sur les moteurs électriques du circuit de refroidissement des réacteurs nucléaires (1). Le Charles-de-Gaulle est potentiellement un Tchernobyl flottant, dont l'équipement coûtera la bagatelle de 80 milliards de francs aux contribuables, soit 20 milliards pour le porte-avions et 60 milliards pour son groupe aérien embarqué, 40 avions Rafale, les appareils de guet Hawkeye et les hélicoptères.

L'armée, ça sert bien à tuer!

Malgré tous ces déboires, les pouvoirs publics n'ont pas bronché pendant toute cette période: lors du conflit contre la Serbie en 1999, l'État français a ressorti en catastrophe le porte-avions Foch et les vieux avions super-étendards, pour croiser au large de l'ex-Yougoslavie et permettre à l'aéronavale française de pilonner Serbie et Kosovo. La modestie n'étouffant pas la hiérarchie militaire, celle-ci en a tiré de grosses satisfactions, à savoir de démontrer que l'armée française n'est pas une armée d'opérette, mais bien une armée qui montre sa capacité à tuer et à détruire. Et le même article de réclamer la construction d'un second porte-avions moderne, présenté comme le « capital-ship » autour duquel s'organisent les forces navales en quête d'un outil de « projection de puissance » de la mer vers la terre.

Nous sommes ici au centre de la nouvelle doctrine militaire française: il faut adapter l'appareil militaire à la nouvelle donne des rapports de forces internationaux. Avec la ruine du complexe militaro-industriel soviétique et l'élargissement de l'Union européenne et celui de l'Alliance atlantique, la guerre froide Est-Ouest est a priori terminée. Les missiles tournés vers l'est de l'Europe n'ont pratiquement plus d'utilité, en témoigne le démantèlement du plateau d'Albion. Priorité est donnée aux conflits potentiels qui pourraient naître des déséquilibres Nord-Sud. Le but est bien sûr de défendre les intérêts stratégiques de la France, de l'Europe et du monde développé, parfois sous couvert d'ingérence humanitaire, face à des États (ou des organisations) qui oseraient menacer les « équilibres » nécessaires à l'expansion du système.

Des politiciens au service des militaires

Ainsi, les investissements militaires de la France répondent bien à cet objectif d'aller porter la guerre au delà des mers: le gouvernement socialiste est en phase à 100% avec l'institution militaire. On peut le constater au vu des choix effectués. Le 8 décembre dernier, la ministère de la Défense annonçait l'accord pour la construction de deux nouveaux navires polyvalents, pouvant à la fois porter des hélicoptères et des chalands de débarquements: « l'intervention française au Kosovo a montré qu'elle a besoin de bâtiments modulables capables de "projeter" des troupes par les airs ou de se transformer en hôpitaux de campagne pour des missions humanitaires » (2). La construction de ces deux navires sera partagée par les arsenaux militaires (la Direction des constructions navales) et le secteur privé (les Chantiers de l'Atlantique Alstom à Saint-Nazaire), pour un coût de 3,5 milliards chacun.

Enfin, le gouvernement semble aller dans le sens de la hiérarchie militaire, en mettant à l'ordre du jour de la prochaine loi de programmation militaire (période de 2003 à 2008) la mise en chantier d'un second porte-avions nucléaire. Dans le document remis aux commissions parlementaires de la Défense, il est indiqué que « la permanence du groupe aéronaval est liée à l'acquisition d'un second porte-avions ». Pour les entreprises du complexe militaro-industriel, les pannes à répétition du Charles-de-Gaulle, avec l'épisode de l'hélice défectueuse, sont une bonne affaire: les socialistes leur remettent le couvert pour un second bâtiment, avec en prime l'installation sur le Charles-de-Gaulle d'avions Rafale armés du missile nucléaire aéroporté ASMP Plus (3).

Comment recycler les industries d'armement?

Le militarisme français est bien sûr inspiré par les entreprises du complexe militaro-industriel (Dassault, Matra, Thomson, DGA, GIAT, SNIAS, Alstom, CEA, Framatome, etc) qui vivent largement aux crochets de l'État. Enfin, dans des villes comme Brest ou Toulon, des populations entières doivent le plus clair de leur activité à la présence d'industries ou de bases militaires et seraient économiquement sinistrées en cas d'arrêt de ces activités. Il faut dire que cela n'est pas simple: il leur faudrait passer d'industries « protégées » à des industries « concurrentielles ». À la DCN de Brest, la construction de plates-formes pétrolières s'est soldé par un échec économique (au sens capitaliste du terme), le chantier ayant pris près d'une année de retard. En outre, la Commission de Bruxelles est particulièrement dogmatique à promouvoir la concurrence et donc à pourchasser les marchés protégés: le secteur des industries militaires y échappe encore un peu, bien que les privatisations se multiplient et que les appels d'offres à la concurrence des États deviennent peu à peu la règle. Il arrivera donc bien un jour que ces villes vivant principalement des industries militaires seront sacrifiées sur le totem du libéralisme et des regroupements des firmes du secteur: c'est déjà le cas dans des villes comme Bourges ou Roanne. Plutôt que de choisir la politique de l'autruche au nom de la « défense de l'emploi », ces populations ont tout intérêt à se poser la question de l'utilité sociale de leur travail.

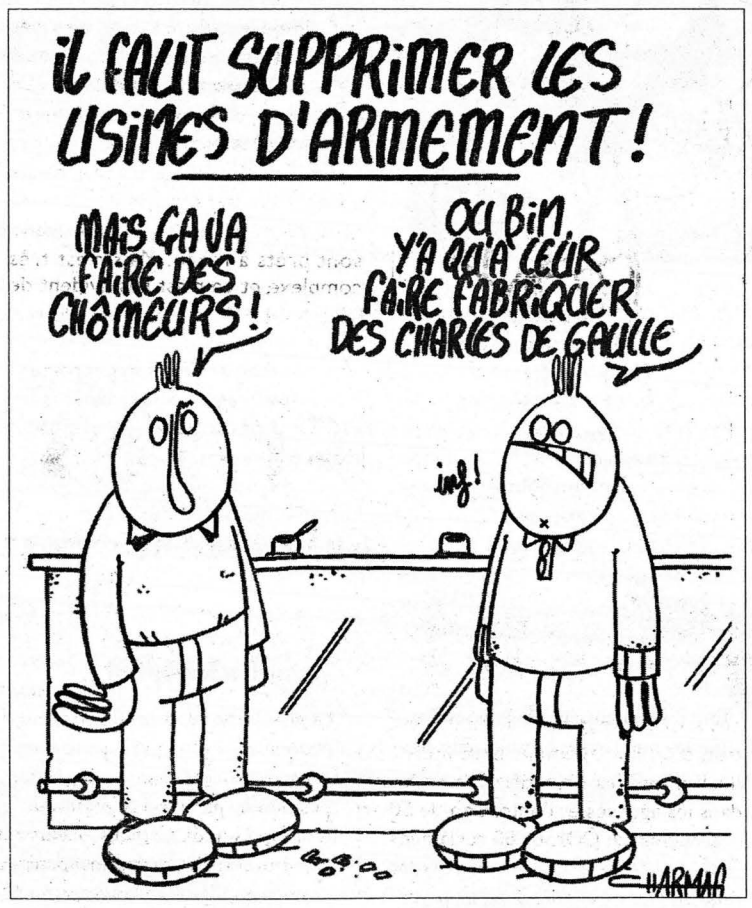
L'antimilitarisme reste pertinent

L'antimilitarisme de ces dernières décennies s'est développé principalement en réaction au service militaire et est aujourd'hui en reflux, malgré des résistances face aux « journées citoyennes ». Ce reflux s'explique aussi par le malaise créé par la prétention des armées à mener des opérations humanitaires. Pourtant, les observateurs dont de nombreuses ONG, ont mis en évidence, l'inefficacité de nombreuses expéditions humano-militaire (Somalie, Rwanda, Libéria, Kosovo).

Au delà d'un antimilitarisme moral, il nous faut chercher les conditions d'une démilitarisation de la planète. Quelques points méritent d'être mis en avant: la nécessité absolue d'en finir avec les armes de destruction massives, nucléaires, chimiques ou biologiques, la mise en évidence du rôle économique néfaste du complexe militaro-industriel, le rejet des idéologies d'exclusion que sont les nationalismes et les intégrismes, la nécessité de nouveaux rapports Nord-Sud, qui se fondent, non pas sur la domination, mais sur la coopération. Bref, l'antimilitarisme doit être partie intégrante de tous nos combats.

Hervé. – groupe F.A. de Nantes

(1) *Ouest-France* du 7 décembre 2000
(2) *Ouest-France* du 9 décembre 2000
(3) *Le Monde* du 23 décembre 2000



chronique anarcha-féministe

En avoir ou pas ?

Le grand drame des femmes de ce millénaire est de ne pas pouvoir maigrir précisément là où elles veulent.

Mais heureusement pour elles, cette société du spectacle qui les aiment tant a consacré des milliards à la recherche en chirurgie esthétique. C'est donc récompensée de ses efforts que cette dernière offre maintenant la possibilité aux femmes d'être maigres tout en exhibant des seins aux formes généreuses. Pour celles à qui cela ne suffirait pas, elle offre aussi la possibilité de se faire gonfler les lèvres. À entendre les chirurgiens esthétiques ce ne sont là que de petites opérations : on enlève à la taille, aux cuisses et au ventre de quoi greffer sur les fesses, on implante des prothèses mamères sous les seins et on gonfle les lèvres avec de la silicone. La seule chose d'importance dans cette histoire est le prix exorbitant que coûte ces opérations. L'art pour l'art n'ayant pas sa place dans une société capitaliste, contrairement au vieil adage la beauté a un prix alors que demandera-t-on aux femmes de vendre pour pouvoir se payer ces nouvelles normes « esthétiques » indispensables pour atteindre la réussite sociale ?

On dira désormais de ces femmes-barbie qu'elles en ont et la roue à fantasmes de ces décideurs pourra continuer de tourner. La science a réussi l'alliance si précieuse de la maman aux seins généreux et protecteurs et de la putain aux lèvres charnues et aux formes pulpeuses. Tout ce qu'il faut là ou il faut. À quand la mode des corsets pour prévenir la chute de toute cette silicone ?

Mais que ces messieurs se rassurent la science leur permet aussi aujourd'hui de se faire grossir et allonger la bite au cas où eux aussi seraient estimés à la taille de leurs précieux appâts. Parité oblige.

Contre la marchandisation des corps jouissons radicalement, orgasmons gaiement, petits et gros, flasques et fermes.

Barbie en direct de silicone country
Ma Dalton

Pourquoi nous allons à Davos?
A l'assaut de la citadelle du fric !

Comme chaque année depuis 1971, les sommités du monde du fric et de la politique se réunissent à Davos lors du World Economic Forum (WEF). C'est plus de 2000 « Global leaders», c'est ainsi qu'ils se présentent, qui se rencontreront, avec, en point de mire, l'aménagement et la rationalisation du capitalisme mondialisé pour une maximalisation des profits. Le forum de Davos est la partie visible, la manifestation médiatique, des activités permanentes de la Fondation Schwab. Ce monsieur Schwab est le fondateur et le cerveau central de cette foire au pognon. Sa connaissance du monde des affaires et son sens aigu de la diplomatie et des mœurs des requins capitalistes en fond le maître de cérémonie idéal pour orchestrer ce genre de kermesse politico-financière. Sans entrer dans le détail du fonctionnement de ce politbureau du capitalisme, il faut souligner que les membres du WEF sont les 1000 premières firmes globales du monde, qu'ils accueillent les principaux leaders politiques des pays qui les intéressent soit parce qu'ils peuvent les saigner (Colombie, divers pays d'Afrique...), soit parce que les États sont aussi des entreprises juteuses (Suisse, Monaco...). En outre, les tireurs de ficelles du F.M.I, de la banque mondiale, de l'O.N.U, de l'O.M.C etc. font aussi parti du bestiaire. Pour faire mousser le tout, ce club de millionnaires éclairés déroule aussi le tapis rouge à quelques 250 « leaders des médias» pour le coté spectacle et reçoit autant de pointures académiques et universitaires (avec prix Nobel s.v.p) pour la caution intellectuelle. Le tableau ne serait pas complet sans les quelques marionnettes « sociales » de service, entendez les O.N.G et autres « représentants de la société civile» sélectionnés pour leurs « bonne tenue» et leur « propension au dialogue», c'est-à-dire leur docilité et leur mutisme.

L'écran de fumé réformiste

Ainsi, on a pu croiser dans les couloirs : Greenpeace, Amis de la terre, Umberto Ecco, Paulo Cohello... Bon nombre d'O.N.G invitées l'année dernière au forum ont refusé d'y participer cette année (mieux vaut tard que jamais) et organisent un « contre-forum». Ceci dit, nombreux sont les niais qui continuent de prêcher un « contrôle citoyen», un droit de regard public, une dimension sociale du WEF. Ils oublient que depuis plusieurs dizaines d'années, des dirigeants de divers États (élus « démocratiquement») vont trinquer avec cette globale aristocratie, sans rendre de compte à aucun de ces « citoyens». La citoyenneté de ces utopistes sent le chloroforme. D'autre part, la nomenklatura du WEF anticipe et intègre les critiques pour en faire un instrument de propagande. Ainsi, les disciples de Schwab aiment à rappeler leurs rôles clefs dans les réconciliations post-guerre froide (Occident-URSS, les deux Corées...) ou dans les rencontres Arafat-Peres, dans la réunification allemande...

Tout ces heureux événements seraient émouvant aux larmes s'ils n'étaient pas sous-tendus par la seule cause qui fasse encore pleurer les princes de la finance : ouvrir des marchés lucratifs.

Le mot d'ordre de ces hypnotiseurs peut se résumer à « nous savons que l'esprit d'entreprise est la base de tout progrès économique et, par conséquent social». Soyons sur que les 50 % de l'humanité qui ont l'indécence de crever de faim à l'heure d'Internet en sont convaincus.

Action directe contre le capital !

Agir efficacement contre le rouleau compresseur capitaliste passe avant tout par l'organisation et la lutte sur les lieux de travail et de vie. En cela, courir d'un sommet à l'autre (Prague, Nice, Davos...) ne doit pas être notre passe temps principal. Cependant, ce sont aussi ces sommets qui déterminent nos conditions de vie quotidienne. C'est à Davos que l'on doit la création de l'OMC. Ce sont ces structures tentaculaires qui nivellent aujourd'hui par le bas nos acquis sociaux avec la complicité des États.

L'amélioration la plus infime de notre quotidien ne peut passer que par l'anéantissement pur et simple de ces structures. Une volonté d'opposition radicale et frontale à ces instruments oppressifs de la bourgeoisie mondiale ne peut ignorer ces rendez-vous qui sont, par bien des aspects, les moteurs de l'hégémonie capitaliste. Les mobilisations confrontatives lors de Seattle ou de Prague ont créé bien plus de remous et de difficultés dans le déroulement concret des sommets que les massives manifestations bien cadrées. La seule ville qui veuille bien accueillir les conférences de l'OMC aujourd'hui se trouve... au Qatar (Arabie). La presse bourgeoise a d'ores et déjà commencé à préparer le terrain à la répression en criminalisant à priori le mouvement anticapitaliste, en le présentant comme un ramassis de « casseurs».

Que le McDo de Davos flambe ou pas, les médias aux ordres ne seront jamais de notre coté. C'est à nous qu'il revient d'expliquer notre démarche et nos analyses pour diffuser le plus largement possible le sens politique de nos actions.

Il nous faudra par ailleurs, trouver des formes d'actions directes efficaces et novatrices capable de contrer la principale source de violence qu'est la violence institutionnelle et policière.

Guillaume. – groupe Atanar

Plate-forme d'action contre le World Economic Forum (WEF)

Comme chaque année, en janvier prochain (2001), se tiendra à Davos le *World Economic Forum* (WEF). En vue d'une manifestation contre ce forum plus grande encore que celle de cette année (janvier 2000), nous, la coordination anti-OMC de Suisse, nous adressons à tous les groupements voulant développer une opposition radicale contre la globalisation capitaliste néo-libérale.

Sur la base des trois points décrits plus bas, nous voulons organiser avec d'autres groupes (de Suisse et d'autres pays) une large alliance d'actions contre le WEF, où plusieurs formes de résistance ont leur place.

1. Nous rejetons tout système et toute forme de domination et discrimination. C'est parce que nous luttons au quotidien contre le capitalisme, le racisme, le patriarcat, l'autoritarisme, le nationalisme et l'antisémitisme que nous nous mobilisons aujourd'hui contre le WEF, dont le but est de donner le plus de pouvoir possible à ceux qui s'appuient sur ces différents systèmes d'exploitation pour faire le plus de profit possible. Sachant que nous ne sommes pas à l'abri des contradictions dominantes, nous affirmons la nécessité d'exclure ces formes d'oppression et de discrimination dans nos groupements, comme dans nos actions et manifestations.

2. Il n'y a rien à garder du WEF. Fondamentalement, et en raison de l'importance stratégique du WEF dans le redéploiement du capitalisme néo-libéral sur tous les espaces géographiques, politiques et sociaux du globe, notre but est de l'anéantir.

3. Notre position face au WEF est confrontative, ce qui exclut tout dialogue, tout travail de lobby avec cette organisation, à laquelle nous n'accordons aucune légitimité. Nous ne voulons pas donner la possibilité au WEF de se donner une image d'organisation ouverte et pacifique par leur propagande de «disposition au dialogue» avec une «société civile» triée sur le volet. Ce soi-disant dialogue dicté par les dirigeants de ce monde n'est qu'un paravent pour étouffer toute critique radicale. Notre but est d'organiser une mobilisation forte, large et déterminée, ainsi que de renforcer celles et ceux qui combattent l'idéologie et les institutions néo-libérales ; les liens ainsi tissés devraient permettre de développer, discuter, confronter et concrétiser d'autres modèles de société.

Coordination anti-OMC de Suisse, mai 2000

document officiel du WEF : http://www.weforum.org

Pour l'info en temps réel : http://www.indymedia.org (rubrique suisse).

VENEZUELA

Les militaires contre les indiens

La Commission des relations anarchistes (CRA, Venezuela) (1) dénonce le fait que, depuis le début du mois de janvier, les forces répressives de l'État vénézuélien ont entamé une action d'intimidation et de provocation à l'égard des communautés indigènes du Sud-Est du pays. Ces actions sont particulièrement tournées contre les Pemon, habitant la région de la Gran Sabana, État de Bolivar, qui viennent d'entamer une lutte contre la construction d'une ligne à haute tension pour le transport d'énergie électrique bon marché pour satisfaire aux nécessités du « développement » de la région amazonienne du Brésil.

D'après une communication téléphonique avec le maire Silviano Castro à Caracas, c'est depuis le dimanche 8 janvier que les communautés indigènes ont remarqué la présence de gens en armes et en uniforme, transportés jusqu'en hélicoptère. Ces bandes armées qui n'ont pas décliné à quel corps de sécurité elles appartiennent ni les raisons de leur présence, ont imposé un climat de persécution et d'angoisse ; cela s'est traduit par la quasi expulsion des touristes qui ne demandaient qu'à visiter ces merveilleuses contrées, et par la terreur que subissent les femmes, les enfants et les vieillards d'une région où la multiplication d'effectifs militaires et une politique fiscale dissuasive rendent la vie difficile. Castro, qui est une des figures de la lutte contre l'écocide et les agressions contre les indigènes qui vont de pair avec la construction de cette ligne électrique, a déclaré que pour le moment, il n'y avait pas eu d'arrestations mais que lui et d'autres militants, par peur de ce qui pourrait leur arriver, restent chez eux. Ces activistes demandent la plus grande vigilance contre ce que le gouvernement Chavez pourrait fomenter.

Voilà longtemps que les anarchistes du Venezuela sont en contact avec les communautés indigènes de Bolivar en lutte. À cette occasion, ils réitèrent leur soutien à cette cause, repoussant énergiquement l'attitude officielle du gouvernement et s'apprêtent à manifester activement leur solidarité.

Relations internationales de la FA

(1) la CRA publie le journal *El Libertario*

ESPAGNE

Solidarité avec Jesus Macias, insoumis

Jesus Macias, insoumis, militant de la CNT à Cadix, sera jugé dans les prochains mois pour refus d'effectuer la PSS (service civil espagnol); il considère qu'il s'agit d'une autre obligation inutile (en plus de l'armée) imposée par l'État afin de freiner l'antimilitarisme. Vous pouvez manifester votre solidarité avec Jesus pour demander sa relaxe pure et simple en écrivant à CNT c/Botica, 11-bajo CADIZ. 11007 (Espagne)

LECTURE

Le Japon mal rasé

Loin de l'image lisse et homogène qu'il cherche à se donner, le Japon possède aussi ses réprouvés L'auteur, qui a partagé un temps leur existence, s'attache à nous les rendre sympathiques, mais sans faire preuve de complaisance, dans un style alliant causticité et alacrité. Nous faisons ainsi la connaissance de Daihini Gendan, le dernier des Uiltas, natif du sud de Sakhaline, mort sans droits en 1984, oublié des officiels japonais, après avoir survécu neuf ans dans le goulag sibérien ; de Shinkyo, l'institut d'handicapés mentaux fabricant des portes coulissantes, qui doit son succès « au mélange complet, permanent et égalitaire des valides et des handicapés » ; ou des journaliers et clochards de Kamagasaki, le bas quartier d'Osaka surveillés en permanence par des caméras surplombant chaque carrefour et s'enivrant dès qu'ils ont trois sous grâce aux distributeurs de saké, « hautes armoires blanches bourrées d'alcool », qui rythment la rue tous les cent mètres.

Mais Jean-Manuel Traimond s'attarde plus particulièrement sur la discrimination sociale frappant les Coréens et les burakumins, et la discrimination politique visant les anarchistes. Les Coréens-au-Japon, chair à canon pendant la deuxième guerre mondiale, main-d'œuvre sous-payée par les industriels, sont d'éternels étrangers dans un pays régi par le droit du sang.

Pourtant rien ne différencie physiquement un Coréen d'un Japonais mais leur nom patronymique suffit à les frapper d'un ostracisme social qui les rejettent dans des ghettos où ils se retrouvent avec les burakumins, ces « intouchables » japonais. Exerçant des métiers en contact avec la mort (bouchers, tanneurs, travailleurs des abattoirs, fossoyeurs…), ceux-ci subissent une triple discrimination : à l'école, pour l'embauche et pour le mariage, car l'état de burakumin se transmet de génération en génération, même si légalement cette distinction n'a plus lieu d'être. Bien des Japonais ordinaires persistent à éviter tout contact avec les burakumins « par simple peur d'être pris pour eux et d'en subir les conséquences : la discrimination se perpétue par la peur même qu'elle suscite ».

Mentionnons pour finir les deux figures les plus marquantes de l'anarchisme japonais, Kotoku Shusui et Osugi Sakae. Membre fondateur du parti social-démocrate en 1901, Kotoku Shusui découvre en prison les œuvres de Kropotkine après avoir été arrêté pour « subversion » en février 1905 : « Je suis entré marxiste en prison, j'en suis sorti anarchiste convaincu. »

Sous son égide, le mouvement anarchiste connut un rapide essor et un succès grandissant tant auprès des ouvriers que des paysans. Mais impliqué, à tort, dans un complot visant à assassiner l'empereur, Kotoku fut pendu le 24 janvier 1911 malgré une campagne de solidarité internationale en sa faveur. Le relais fut pris par Osugi Sakae, professeur d'esperanto, adepte de l'union libre, qui va se consacrer au développement de l'anarchosyndicalisrne, multipliant les contacts internationaux. Devenu trop dangereux pour l'ordre social inquiet devant le nombre croissant de grèves, il fut assassiné avec sa compagne Noe Itô, le 16 septembre 1923, sur les ordres du commandant de la région militaire de Tokio, et le crime maquillé en accident consécutif au grand tremblement de terre. Sic transit…

Jean-Jacques Gandini

Le Japon mal rasé. Jean-Manuel Traimond. Atelier de Création libertaire, Lyon. 2000,144 p., 78 F

CD

A l'avenir, à la mémoire qui fait le présent, à la jeunesse des anciennes et des anciens

Serge Utgé-Royo vient de nous offrir le volume 2 de ses contrechants. Il est – dit-il – nécessaire de chanter notre peine et nos refus essentiels d'hier et d'aujourd'hui avec l'espoir et le sourire têtu du lendemain.
Salutaire initiative que ces deux ouvrages qui nous offrent à chaque titre (15 pour le premier, 17 pour le dernier) une petite page de notre grande histoire sociale. Serge Utgé-Royo nous entraîne dans un grand tour d'Europe et fait même un saut outre Atlantique avec ce chant d'espoir qu'est « We shall overcome» et la terrible « Lettre de Nicola Sacco à son fils».
Ces contrechants sont une sorte de grand hommage fraternel aux sœurs et aux frères qui, un jour, quelquepart, dans un village d'Italie ou une tranchée de France, ont dit «non !». C'est un salut par delà les nuages à ce compagnon défenestré par la police ou à ce peuple de Chili mis à genoux par un général à la cervelle d'acier.
C'est aussi le bonheur d'entendre dans la voix d'Utgé-Royo de grands auteurs comme Jacques Debronkart (*Mutins de 1917*), Léo Ferré (*Le flamenco de Paris*) ou Boris Vian (*Le déserteur*) et surtout « Te recuerdo Amanda» une petite perle de Victor Jara.
Un disque qui dit « Non, disons non ! Nous autres ne sommes pas de ce monde» (*Diguem no*) et ajoute « Nous vaincrons un jour… nous n'avons pas peur aujourd'hui » (*We shall overcome*). Un disque important pour nous, pour celles et ceux qui ne se résignent pas. Des chansons d'hier pour un autre demain.

Bruno Petitfrangin

CD *Les Contrechants de ma mémoire* vol 2. 126 F, en vente à la librairie du *Monde libertaire.*

SCIENCE-FICTION

Des milliards de tapis de cheveux

Des hommes qui passent une vie entière à tisser un seul tapis, fait des cheveux de leurs femmes et de leurs filles, pour un Empereur qu'ils n'ont jamais vu, qui n'a même jamais posé les pieds sur leur planète. Pourquoi font-ils cela ? Et où donc vont-ils ces milliards de tapis de cheveux ? Quel but poursuit cet Empereur énigmatique ?

C'est de la science-fiction, bien sûr. Remplaçons les planètes par des villes et des villages, la fabrication des tapis de cheveux par le boulot qu'il vous plaira, et alors peut-être que ce qui nous est décrit là sera plus familier…

À travers la science-fiction, on peut tout critiquer, tout remettre en cause. Ici, Andreas Eschbach, auteur Allemand, se livre à une critique sans concession du pouvoir, de son absurdité, des horreurs qu'engendre son abus. On assiste impuissant à la déliquescence d'un Univers soumis à la volonté d'un seul homme, qui n'existe peut-être même pas, même plus…

L'explication de ce bazar laisse un goût amer dans la bouche ; tout cela étant d'un réalisme affligeant et d'un pathétique ridicule. Mais ne volons pas au lecteur le plaisir de le découvrir par lui-même.

Les passions humaines, le pouvoir, les croyances, tout cela se mêle et s'entremêle dans une œuvre d'un romantisme à la limite du pessimisme qui laisse le lecteur pas loin du désespoir absolu. Mais ce n'est que de la science-fiction après tout, le monde réel ne peut pas être aussi absurde ; cet Empereur qui nous est présenté est juste un personnage de roman, qui n'a jamais existé et n'existera jamais ; ces actes absurdes ne sont que situations fictive imaginées par un cerveau débridé… ou bien ?

Cédric. – groupe de la Villette.

Des milliards de tapis de cheveux. Andreas Eschbach. Éditions L'Atalante.

Thermidor mon amour

Thermidor, dans l'histoire de France, c'est la mort de toutes les promesses d'égalité ; le grand ouf ! des possédants enfin libres de relever la tête et de laisser leurs capitaux respirer au grand air ! Tout près de nous, à quoi assiste-t-on après la Grand'Peur des années 60 ? À un Thermidor qui n'en finit pas de durer et d'accommoder la réaction à toutes les sauces de la modernité citoyenne.
Avec la nouvelle économie et le nouvel esprit du capitalisme, la même voix se fait encore entendre : la haine de toute critique radicale ; la présence « à gauche de la gauche », d'Attac au *Monde diplomatique* en passant par tous les trotskistes d'accompagnement, d'une armée de dissidents sur mesure qui jouent les rabatteurs pour la gauche plurielle ; la bacchanale des exploiteurs qui se vantent ouvertement de leurs exploits et attendent des exploités le même chant d'allégresse.
Là réside la seule morale du spectacle : de ce présent, il faut faire table rase, car il nous promet un futur aussi peu radieux que le passé !
Louis Janover est l'auteur de plusieurs essais sur l'intelligentsia et le surréalisme, et notamment d'un pamphlet, Cent ans de servitude. Aragon et les siens, publié à l'occasion du centenaire de la naissance d'Aragon, chantre de la contre-révolution stalinienne, encensé par l'intelligentsia française dans sa presque totalité. *Le Monde libertaire* avait publié deux des articles repris dans cet essai (Sulliver, 1998). Dans un récent ouvrage, Voyage en feinte-dissidence (Paris-Méditerranée, 1998), il montrait comment les gauchistes reconvertis manipulent toutes les formes de la critique du capitalisme afin qu'elle ne remette pas en cause le système qu'ils ont accepté de servir. Il revient aujourd'hui sur le sujet, en en élargissant le thème, afin de donner à voir de quoi est fait ce Thermidor rampant destiné assurer le règne sans partage des « Yahoos », cette race bestiale décrite par Swift devenant ainsi nos yeux l'image même des rapports d'exploitation capitalistes.

T.M.

Thermidor mon amour. Louis Janover, Paris-Méditerranée (collection. « Les Pieds dans le plat »), en vente à la librairie du *Monde libertaire.*

radio libertaire
Paris • 89.4 MHz

vendredi 26 janvier à 22 h 30 :
Jazz en liberté : String trio of New York en public (1993) ; Weather Report (1974) ; Michel Edelin/François Méchali duo (2000) ; Roland Kirk quartet en public (1967) ; James Newton quartet (1989) ; Sam Rivers/Dave Holland duo (1976).

samedi 27 janvier à 11 h 30 :
Chronique syndicale : les 35 heures dans l'informatique.

samedi 27 janvier à 19 heures :
Contre-courbe : l'école de Paris ; regard sur Modigliani (expo au Musée d'art moderne de Paris).

mercredi 31 janvier à 10 h 30 :
Blues en liberté : rééditions, nouveautés et tournées.

Un flic algérien

Dans le monde du roman policier, les romans abordant des sujets historiques comme « L'anarchiste de Chicago » dans la collection série noire sont rares. Ceux qui traitent de l'Histoire immédiate le sont encore plus. Azouz Begag, qui écrivait en 1986 « Le Gone du Chaâba » nous entraîne avec « le Passeport » dans l'Algérie d'aujourd'hui. Celle où police, armée, fous de Dieu, se livre à une guerre civile où l'horreur est un lieu commun.

Le héros principal, en est un flic algérois, Zoubir El Mous, alias Zouzou. Particularité Zouzou est un migri. C'est-à-dire qu'il est né en France, ce que n'apprécie que fort peu son chef, le Commissaire Osmane. Avec Zouzou et ses trois collègues, nous faisons connaissance avec la police chargée de la lutte contre les islamistes intégristes. Celle, des besognes qu'on accomplit d'une façon officieuse mais que tout le monde sait officielle : Kalach, 357 magnum, cagoule. Un quatuor qui circule en Toyota dans les rues d'Alger en attendant les ordres et les objectifs désignés par la radio. Mais qui est réellement le gibier ? Parfois, les intégristes les interpellent sur leur fréquence radio. Leur montrant qu'ils n'ignorent rien de leur identité, de leur famille, de leur adresse. Qui les renseignent ? Qui joue le double jeu ?

Une guerre qui emprisonne ses acteurs dans une ronde dont on ne sort pas. D'ailleurs, pour éviter les revirements et les désertions la hiérarchie ne manque pas de moyens de pressions. Un engrenage d'où il est impossible de sortir intact. Même si l'administration distribue à profusion à ses « petits soldats » les pilules dopantes pour leur donner du courage. Qui est avec qui ? Qui sont les assassins ? Même pour Zouzou, il n'est guère facile de s'y retrouver. On croit repérer une voiture, on la prend en chasse et après une poursuite dans les rues d'Alger, celle-ci s'engouffre dans la caserne de la Sécurité Militaire ! Quand on retrouve dans la rue, le cadavre décapité de son collègue Karamel, qui avait décidé qu'il en avait trop vu, Zouzou décide de tirer sa révérence. Si l'histoire que nous raconte Azouz Begag n'est sans doute finalement que l'histoire d'un petit flic anodin, elle est transposable dans d'autres pays, à différentes époques. Il ne faut pas perdre de vue qu'il s'agit d'une banalité de l'horreur au quotidien. Azouz Begag y dépeint l'atmosphère de l'Algérie d'aujourd'hui d'une façon plus prégnante que ne sauraient le faire des centaines d'images télévisées.

Jacques Bonhomme

Le Passeport. Azouz Begag. édition du Seuil, collection « A Vue d'œil ».

Mobilisation libertaire à Saint-Etienne

Samedi 13 janvier répondant à l'appel des Unions régionales de la F.A. et de la CNT, 250 libertaires, dont une partie venue de Lyon, Chambery, Clermont-Ferrand, Marseille, Dijon, manifestaient dans les rues de Saint-Etienne leur soutien aux 5 militants de la région inculpés lors du contre-sommet niçois du 7 décembre 2000. Des 15 heures, alors que les haut-parleurs du véhicule organisateur faisaient entendre les chansons de Ferré, Utgé-Royo, Binamé, le cortège prenait forme derrière l'unique banderole de tête, rouge et noirs, sur laquelle ont pouvait lire « Non à la criminalisation du mouvement social ».

Lors du parcours, volontairement ralenti, entrecoupé de haltes symboliques (devant McDo, STASS, préfecture, lieux sous surveillance vidéo) avec prises de paroles, 2000 tracts ont été distribués, dénonçant la vidéo-surveillance, les arrestations arbitraires de militants, les dérives sécuritaires, les atteintes aux libertés de circuler, de s'exprimer sans être sans cesse surveillé, filmé, espionné, arrêté, fiché, brutalisé, jugé, enfermé.

Après deux heures de marche, de chants, de slogans comme « Police partout, justice nulle part », « Europe du fric, Europe des flics », « la police nous surveille, qui surveille la police », les participants à la manif étaient invités à un pot dans les locaux d'un squat associatif. Là, nous avons pu, dans une ambiance des plus amicales, faire le point sur cette action qui, pour l'ensemble des personnes présentes fut une réussite.

Réussite sur le plan local, dans le sens ou cela nous a permis de rappeler aux Stéphanois que leur région a été, ce n'est pas si vieux, l'un des fiefs de l'anarchisme et de l'anarchosyndicalisme en France. Pour l'occasion, le journal « Tribune » nous consacrait, deux jours de suite, des articles dans ses colonnes, du jamais vu.

Réussite aussi, car pour une fois nos deux orgas et le milieu associatif ont pu travailler ensemble dans une totale confiance et dans le respect de nos différences qui, en fait, sont minimes. Aussi bien dans la préparation que dans l'exécution de la manif, nos échanges ont été des plus enrichissants, ce qui nous pousse à envisager d'autres actions collectives, entre autres une participation au Festival des Résistances.

Réussite enfin car, malgré le froid et la pluie, nous avons pu occuper les rues de la ville suffisamment longtemps pour être vus et reconnus par une bonne partie de la population, laissant, nous l'espérons, une image favorable des anarchistes et de leurs idées. Nous tenons a remercier les personnes du mouvement squatteur de Saint-Etienne, les copains de la CNT et les camarades de la F.A. de Lyon pour leur aide et la confiance qu'ils nous ont faite. Le 1er février aura lieu à Nice le procès de nos cinq militants. quel que soit le verdict, nous envisageons d'organiser un concert de soutien où vous serez tous cordialement invités. La date reste à confirmer.

Groupe Penser-Agir, F.A. de Saint-Etienne

Procès en série de militants de la Confédération paysanne

La criminalisation du mouvement social par le biais des tribunaux est de plus en plus monnaie courante : les procès à l'encontre de militants se multiplient et au mois de février la Confédération paysanne se rendra deux fois devant les tribunaux de Montpellier.

Le 8 février pour le jugement des militants anti-OGM et les 15 et 16 février pour le passage en appel des inculpés de Millau. Nous refusons que notre liberté d'expression, de manifestation soit soumise aux diktat de la justice des bourgeois. Nous vous appelons donc à venir à Montpellier pour protester contre la répression des mouvements sociaux.

8 février

- 9 heures : rendez-vous devant le tribunal de grande instance, place du Peyrou.
- 10 h 30 : débat « OGM et viticulture » salle Pitot (rue Pitot) ;
- 14 h : manifestation de la place du Peyrou vers l'esplanade ;
- 14 h : débat « OGM et pays en voie de développement » salle Pitot ;
- 15 h : débat « OGM et recherche publique » salle du Belvédère (Corum) ;
- 16 h : débat « OGM et droit à l'information, droit à la transparence, santé publique » salle Rabelais (rue Bonne Nouvelle) ;
- à partir de 19 h : meeting avec les inculpés et les témoins (place de la Comédie)

15 février

- 9 heures : rendez-vous devant le tribunal de grande instance, place du Peyrou.

16 février

- Manifestation-carnaval (les grains de sable auront la peau de l'empire), animation musicale, théâtre de rue…
- 20 h : Meeting avec les inculpés et les témoins (place de la Comédie).

Une librairie anarchiste à Rouen

Le groupe de Rouen de la F.A. est présent depuis très longtemps sur la ville et l'agglomération. Les membres du groupe sont investis dans divers combats, que ce soit dans les syndicats, l'éducation, l'antiracisme ou la culture.

Une volonté s'est faite jour, au fil des années d'avoir une présence spécifiquement anarchiste qui dépasse les actions militantes et politiques « habituelles ».

C'est ainsi que le groupe de Rouen a acquis un local il y a un an. Il s'agit d'un local comprenant une salle de réunions et une grande pièce qui tient lieu de librairie. Une troisième pièce est prévue pour l'archivage, plus tard !

Il va sans dire que nous ne sommes financés ni par la CIA ni par le Vatican, mais suite à un prêt fédéral et de prêts de camarades, nous avons pu acheter ce lieu. Il va sans dire également que la F.A. n'est pas non plus financée par Vivendi et que si nous avons acquis ce lieu, c'est qu'il n'était pas cher mais qu'il y avait énormément de travaux. Ainsi, pendant un an, les militant-e-s du groupe se sont transformé-e-s en divers corps de métier (maçonerie, charpente, électricité, plomberie, carrelage, peinture…) pour obtenir un lieu dont ils et elles sont plutôt fiers.

C'est que la librairie « L'insoumise » (déjà lieu de réunion depuis septembre) ouvre officiellement ses portes le 27 janvier. Située 128 rue Saint-Hilaire, elle se trouve en plein centre-ville, mais pas dans le centre-ville des commerces et des bourgeois, il s'agit du centre-ville populaire, riche en animations et en histoire sociale. Exactement là où nous voulions être.

« L'insoumise », outre librairie et lieu de réunion, se veut également un lieu convivial (il y a un bar !), un lieu d'animations et de débats, ainsi qu'un lieu culturel (atelier d'écriture et cours d'espéranto prévus pour bientôt).

D'ores et déjà, des sympathisants et des individus venus d'associations proches viennent donner un coup de main et s'investissent, c'est une première étape. Ouvert les mercredis après-midi et les samedis toute la journée, les libertaires de passage seront les bien venus.

groupe de Rouen

Inauguration samedi 27 janvier à 15 heures. Débat avec Claude Guillon auteur de « Dommages de guerre (Paris, Pristina, Belgrade 1999) » (éd. L'insomniaque). Pot de l'amitié et musique. Librairie L'Insoumise, 128 rue Saint-Hilaire, 76000 Rouen.

Constitution d'un collectif libertaire en Région Centre

En septembre 2000, à l'initiative de militants de Bourges et d'Orléans, un Collectif Libertaire s'est constitué dans la Région Centre. Les objectifs qu'il se donne sont parfaitement définis par la déclaration suivante, adoptée lors de la réunion du 11 novembre dernier :

Le Collectif Libertaire Régional part de la volonté de militants de sensibilités différentes d'œuvrer à un rapprochement afin de favoriser une expression politique libertaire commune sur la région Centre.

Il s'agit par une mise en commun de notre réflexion, une confrontation de nos idées et un échange de nos expériences, de favoriser des initiatives, des mobilisations, des actions. Ce faisant, nous entendons peser davantage dans les luttes sociales et, au-delà, sur les conditions de la transformation sociale.

Le Collectif Libertaire Régional est formé de membres de la CNT, de la FA, de l'Alternative Libertaire et d'individus non organisés

Adresses relais : Collectif libertaire régional, BP 421, 37204 Tours Cedex 3

CLR c/o Le Cercle Carré, BP 6021, 18024 Bourges Cedex

CLR c/o Le Fil du Temps, BP 6403, 45064 Orléans Cedex 02

Si, après quelques mois seulement d'existence, le Collectif est animé – principalement – par des militants de Bourges, Tours et Orléans. il est à souhaiter que dans le futur il puisse s'étendre vers les départements voisins (l'Indre, l'Eure-et-Loir, le Loir-et-Cher).

des militants F.A. de Tours, Orléans et Bourges

Nos luttes s'affichent !

Le centre de documentation libertaire de Lyon organise une expo d'affiches des 30 dernières années sur Lyon. L'expo se déroule jusqu'au 10 février en quatre lieux du mouvement libertaire (La Plume noire, La Gryffe, le CUL, La duende et Point MOC), avec à chaque fois une thématique différente : antifascisme, luttes des immigrés, squats, féminisme, etc. Un pot de clôture est organisé le 10 février au CUL (44, rue Burdeau, Lyon 1er) à partir de 16 heures. Renseignements sur l'expo et le bulletin « L'anarcho-documentaliste » au 04 78 61 02 25 (le mercredi de 14 à 17 heures).

Transmis par Ritchie

Retrouvez la Fédération anarchiste sur le web, *Radio libertaire, le Monde libertaire…* http://federation-anarchiste.org/

AGENDA

jeudi 25 janvier

TOULOUSE : Le groupe Albert-Camus de la Fédération anarchiste organise une **conférence-débat sur les élections** présentée par Edward Sarboni à 20 h 30 à la FOL au 31, rue des Amidonniers.

samedi 27 janvier

MONTPELLIER : Le groupe « Un autre futur » de la Fédération anarchiste vous invite à une discussion à propos du mouvement des **Mujeres Libres** à 15 heures à la Mauvaise réputation 20, rue Terral.

PARIS : Manifestion nationale **à 14 heures place de la République** pour la régularisation de tous les sans-papiers et l'abrogation des lois Pasqua, Debré et Chevènement, à l'appel de très nombreuses organisations.

lundi 29 janvier

CHAMBERY : Conférence sur la prison « **L'enfermement carcéral, luttes et alternatives** », présenté par Jacques Lesage de La Haye, à 20 heures, à la Maison des associations (Salle La Chapelle), 67, rue Saint-Francois de Salles.

mardi 30 janvier

AULNAY-SOUS-BOIS (93) : Procès de militants du Collectif anti-expulsion d'Ile-de-France au tribunal de police, **10 bd Hoche à 14 heures**. Criminalisation du mouvement social…

SAINT-HERBLAIN (44) : Le Collectif herblinois contre la vidéo-surveillance soutenu par les organisations organise une **conférence-débat à 20 h 30**, salle de conférence du centre social du bourg, 126, Bd F. Mitterrand. Entrée libre.

mercredi 31 janvier

LYON : Manifestation à l'appel du Collectif de sans-papiers et du collectif de soutien au sans-papierspour la **régularisation de tous les sans-papiers** à 18 heures, place des Terreaux.